

LA RELATION TRIANGULAIRE ENTRE LA CHINE, L'INDE ET LES ETATS-UNIS DEPUIS LA FIN DE LA GUERRE FROIDE

PAR

SOPHIE HEINRICH-AGOSTINI (*)

Dans un article publié durant la campagne présidentielle de 2000, Condoleezza Rice a écrit : « *l'Inde est un élément dans le calcul chinois et devrait en être un dans le calcul américain* » (1). Depuis, les relations indo-américaines ont connu une période d'intense activité politique et stratégique, dont l'apogée se situe, à ce jour, dans la signature, le 2 mars 2006, de l'US-India Civil Nuclear Cooperation Initiative, entre le Premier ministre Manmohan Singh et le président George W. Bush, lors du voyage de ce dernier en Inde. La loi permettant la négociation de l'accord bilatéral de coopération nucléaire civile, appelé « 123 Agreement », a été votée par le Congrès le 9 décembre 2006 (2). Si l'Inde et les États-Unis parviennent à conclure cet accord (3), l'Inde deviendra le seul pays nucléaire et non signataire du Traité de non-prolifération (TNP) à bénéficier d'une coopération dans le domaine nucléaire civil.

Cette phrase de Condoleezza Rice suscite plusieurs réflexions. D'abord, en quoi la politique indienne de l'Administration Bush a-t-elle changé par rapport à celle de l'Administration Clinton, spécialement après les essais nucléaires de 1998 ? Ensuite, de quelle façon ces évolutions s'inscrivent-elles dans le contexte d'une relation triangulaire avec la Chine et quelles en sont les composantes ?

L'INDE, PUISSANCE DE SECOND PLAN AUX YEUX DE PÉKIN ET WASHINGTON (1991-1998)

Isolement indien, menace chinoise et pakistanaise

Pour l'Inde, la dissolution de l'URSS signifie la perte de son principal allié et l'isolement international, sur fond de graves difficultés intérieures.

(*) Doctorante à l'Université Panthéon-Assas (Paris II).

(1) Condoleezza RICE, « Promoting the national interest », *Foreign Affairs*, vol. LXXIX, n° 1, janv.-fév. 2000, p. 56.

(2) Henry J. HYDE, *United States-India Peaceful Atomic Energy Cooperation Act of 2006*, (H.R. 5682), 109th Congress, Washington, 9 déc. 2006.

(3) Le processus est en cours : il reste à obtenir l'accord des pays membres du Nuclear Suppliers Group (NSG) et l'Inde doit négocier un accord avec l'AIEA sur le contrôle d'une partie de ses installations nucléaires.

Le gouvernement du Premier ministre Narasimha Rao mène à partir de juillet 1991 une politique de réformes intérieures, doublée d'une nouvelle politique extérieure, qualifiée de «*Look East Policy*». L'Inde est isolée dans la région : les autres États de l'Asie du Sud perçoivent sa politique comme hégémonique ; elle est engluée, depuis l'indépendance en 1947, dans une relation conflictuelle avec le Pakistan.

La Chine est l'autre rivale traditionnelle de New Delhi depuis le conflit armé de 1962. New Delhi et Pékin ont ensuite entretenu des relations lourdes de contentieux non résolus et de méfiance réciproque, malgré une politique limitée de rapprochement, amorcée lors du voyage en Chine du Premier ministre Rajiv Gandhi en 1988 ; en 1991, Li Peng effectue un voyage en Inde et, en 1993, Narasimha Rao fait de même en Chine puis, en 1996, Jiang Zemin en Inde. Les différents accords conclus lors de ces visites marquent un relatif progrès, mais ne résolvent pas les questions centrales : le contentieux frontalier, l'aide chinoise au Pakistan, le Tibet et celle, sous-jacente, de la rivalité d'influence régionale.

Si, au début de cette période, New Delhi et Pékin mettent en avant les intérêts potentiellement convergents dans l'avènement d'un ordre multipolaire, il n'en demeure pas moins que les deux États sont conscients des divergences majeures, rendant improbable une telle proximité politique et stratégique. Pour la Chine comme pour l'Inde, il s'agit alors de stabiliser leurs frontières et d'engager une dynamique de dialogue pour le bénéfice de leur sécurité et de leur développement économique, sans pour autant céder sur les points essentiels. De plus, l'Inde n'est pas, pour Pékin, une question importante de politique extérieure, d'autant moins que, depuis la chute de l'URSS, elle ne lui apparaît plus comme le bastion sud-asiatique de Moscou. En revanche, la Chine demeure perçue par New Delhi comme une menace majeure pour sa sécurité, sentiment que renforcent les liens sino-pakistanaï. Ainsi, en ce début des années post-Guerre froide, l'Inde craint bien plus la Chine que cette dernière ne la craint. Cette «*asymétrie dans la perception des menaces*» (4) est une importante caractéristique de la relation sino-indienne.

Pékin et Washington, une obsession mutuelle

La Chine est alors principalement préoccupée par les États-Unis, perçus comme la principale menace pour sa sécurité : multipolarité *versus* unipolarité américaine, nouvel ordre mondial tel que vu par les États-Unis *versus* nouvel ordre international tel que souhaité par la Chine, où «*l'hégémonisme et les politiques de puissances*» qui caractérisent les relations de la Guerre froide disparaîtraient pour laisser place à une «*égalité entre États*» et à un

(4) John W. GARVER, «Asymmetrical Indian and Chinese threat perceptions», *The Journal of Strategic Studies*, vol. XXV, n° 4, déc. 2002, pp. 109-134.

«*ordre multipolaire*» (5). Il n'en demeure pas moins que, à Pékin, cette rhétorique multipolaire n'obstrue pas la prise en compte de la réalité post-Guerre froide : le monde est unipolaire et la Chine doit maintenir une relation stable avec les Etats-Unis, dont sa politique de modernisation et son environnement sécuritaire dépendent étroitement.

La Chine est également le point focal de la politique asiatique des Etats-Unis et le débat entre endiguement et engagement ne cesse d'alimenter les milieux académiques et politiques américains. Conscient de l'importance de la Chine sur la scène internationale, George H. Bush juge que des relations sino-américaines stables et constructives sont nécessaires à la préservation des intérêts américains, au maintien de la paix et de la stabilité mondiale : «*la Chine peut aisément affecter la stabilité de l'Asie-Pacifique et, de ce fait, affecter la paix et la prospérité mondiale*» (6). Une politique qualifiée d'engagement est donc favorisée pour gérer l'émergence de la Chine et préserver les intérêts américains.

Cependant, les dirigeants américains et chinois sont confrontés à des problèmes relevant à la fois des politiques intérieures et de la nouvelle structure internationale. En effet, sur le plan mondial, l'antagonisme avec Moscou, qui avait rapproché les Etats-Unis et la Chine, a disparu avec l'URSS. Le président Clinton commence son premier mandat en critiquant la politique chinoise de son prédécesseur ; il adopte une politique conditionnant l'octroi de la clause de la nation la plus favorisée à l'amélioration des droits de l'homme. Toutefois, dès 1994, cette politique est abandonnée et remplacée par une politique d'engagement à l'égard de Pékin : l'un des objectifs de la nouvelle administration étant de redresser l'économie américaine, la Chine ne peut être exclue. En outre, l'expansion du libéralisme économique devrait favoriser l'avancée de la Chine sur le chemin de la démocratisation et son intégration dans le système international. Tel est le calcul opéré à Washington et l'argument avancé (7). Durant les années 1990, la relation sino-américaine est cependant traversée par des crises à l'origine desquelles figurent tour à tour, ou conjointement, les questions de Taiwan, de la prolifération des armes de destruction massive, des droits de l'homme, du Tibet, des contentieux commerciaux.

Inde et Etats-Unis, une distance persistante

La dissolution de l'URSS, la prise de distance de Washington à l'égard du Pakistan en 1990, la nouvelle politique indienne initiée par le gouvernement Rao peuvent apparaître comme autant de facteurs favorables à un

(5) Qian QICHEN, ministre chinois des Affaires étrangères, «Adhering to independant foreign policy», *Beijing Review*, n° 52, 30 déc. 1991-5 janv. 1992.

(6) George H. BUSH, «Remarks at the Yale University commencement ceremony», New Haven, 27 mai 1991.

(7) «A national security strategy of engagement and enlargement», Washington, fév. 1996.

rapprochement indo-américain. Pourtant, pendant cette période, l'Inde et les Etats-Unis maintiennent leurs distances, d'autant plus que l'Asie du Sud n'est pour Washington qu'un «*détail stratégique*» (8). L'une des principales raisons de cette distance se trouve dans la politique de non-prolifération menée par Washington, autre grande priorité de la politique extérieure américaine depuis les années 1970. La question nucléaire demeure l'objectif central de la politique indienne de Washington et l'écueil majeur des relations bilatérales. Les Etats-Unis souhaitent que l'Inde signe le Traité de non-prolifération (TNP) et adhère au Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICE), abandonnant ainsi son programme nucléaire, ce que New Delhi refuse – à ses yeux, le TNP et le TICE sont des outils permettant aux puissances nucléaires en place de maintenir leur monopole et de disposer ainsi d'un moyen de pression à l'encontre des Etats non dotés d'armes nucléaires. Cette démarche américaine est perçue par l'Inde comme une grave atteinte à sa souveraineté et à sa sécurité; elle maintient entre les deux Etats le climat historique de méfiance réciproque. Les relations indo-américaines sont également entravées par le fait que les Etats-Unis considèrent l'Inde et le Pakistan comme un seul et même problème et «*même mot*» (9) : deux pays proliférants, dont les relations sont conflictuelles. Or, l'Inde, qui se prévaut d'être une démocratie qui se veut une puissance régionale, voire mondiale, ne peut pas tolérer d'être traitée sur le même plan que le Pakistan. En outre, les années 1995-1996 sont perçues par l'Inde comme marquées par une politique américaine favorable au Pakistan.

Une première modification de la politique indienne de Washington s'amorce cependant à partir du début du second mandat de Bill Clinton en janvier 1997. Les visites de hauts représentants américains en Inde se succèdent durant la seconde moitié de l'année 1997 et le premier semestre de l'année 1998 et, dans ce nouveau contexte bilatéral, le président Clinton projette dès 1997 de se rendre en Inde, souhaitant ouvrir une nouvelle période dans les relations entre les deux Etats. Washington a conscience de la nécessité et de l'utilité politique et stratégique d'accorder une place plus importante à New Delhi dans sa politique asiatique. Du côté indien, une relation plus positive avec les Etats-Unis peut offrir des avantages politiques, stratégiques et économiques : un rapprochement avec Washington est donc souhaité, mais ne peut s'opérer au prix d'un renoncement à l'option nucléaire, dans un contexte où, notamment, la Chine continue un développement rapide et demeure au centre de la politique asiatique des Etats-Unis.

(8) Stephen P. COHEN, «The United States, India, and Pakistan», *ACDIS Occasional Paper*, juil. 1997, p. 5.

(9) Robert M. HATHAWAY, «Unfinished passage: India, Indian Americans, and the US Congress», *The Washington Quarterly*, vol. XXIV, n° 2, print. 2001, p. 21.

En effet, aux questions précédemment évoquées s'ajoute un autre obstacle majeur aux relations indo-américaines : les relations sino-américaines. Concernant la non-prolifération, la Chine, signataire du TNP, du TICE, membre du Comité Zangger, peut apparaître comme la « *puissance du statu quo* », notamment face à l'Inde, alors perçue comme facteur de déstabilisation régionale. A l'automne 1997, Jiang Zemin se rend à Washington, première visite d'un Président chinois depuis douze ans : dans le communiqué conjoint du 29 octobre 1997, les deux pays réaffirment leur détermination à travailler à l'établissement d'un partenariat stratégique et à lutter de concert contre la prolifération, notamment en Asie du Sud. Pour New Delhi, la visite du Président chinois et la publication du communiqué conjoint est perçue comme une menaçante proximité des Etats-Unis et de la Chine. Elle est encore confirmée en mars 1998, par l'entrée en vigueur, treize années après sa signature, de l'US-China Nuclear Cooperation Agreement.

La perception que New Delhi a de sa situation sécuritaire se trouve détériorée. L'Inde ne peut accepter que son ennemi traditionnel, puissance nucléaire reconnue, au statut international envié, participe, avec l'aval des Etats-Unis, au maintien des équilibres asiatiques, y compris en Asie du Sud, d'autant plus que l'aide chinoise au Pakistan demeure une constante de la politique de Pékin. Si la Chine appuie les efforts américains pour que l'Inde adhère au TNP et au TICE, c'est plus pour cantonner l'Inde dans sa place de puissance de second rang, entraver les initiatives de New Delhi envers les Etats-Unis et s'affirmer comme puissance régionale majeure et responsable, notamment dans le cadre d'une rivalité d'influence traditionnelle entre les deux Etats, que par réel souci de non-prolifération. L'aide chinoise au programme nucléaire et balistique pakistanais est pour l'Inde inacceptable et menaçante. En outre, elle alimente les critiques indiennes à l'encontre des Etats-Unis et de leur politique concernant l'équation Chine-Pakistan, alors considérée comme permissive. Il apparaît que, durant la période précédant les essais nucléaires de Pokhran II (mai 1998), la Chine avait déjà amorcé le calcul suivant : jouer la carte de la non-prolifération auprès des Etats-Unis, pour cantonner l'Inde à un rôle d'Etat à la fois subalterne et réfractaire aux règles internationales établies par le TNP. Une convergence avec Washington dans le domaine de la non-prolifération permettait ainsi à la Chine de bloquer les initiatives indiennes et d'affaiblir la position de l'Inde sur la scène régionale et internationale, tout en renforçant la sienne.

LES RÉAJUSTEMENTS CONSÉCUTIFS
AUX ESSAIS NUCLÉAIRES INDIENS DE MAI 1998

Les essais nucléaires indiens et l'argument de la menace chinoise

Pour l'Inde, alors dirigée par le gouvernement nationaliste hindou Bharatiya Janata Party (BJP), la nécessité de défendre son indépendance stratégique et sa souveraineté en matière de sécurité, d'assurer cette dernière face aux menaces perçues et d'obtenir un poids politique sur la scène internationale est primordiale. Pour New Delhi, la possession de la bombe présente un double avantage, stratégique et politique. Ce dernier est important, comme le souligne K. Subrahmanyam : « [les armes nucléaires] *ne sont pas des armes militaires. Leur logique relève de la politique internationale et de l'ordre nucléaire mondial [...]. L'Inde veut être un acteur et non un objet de cet ordre mondial nucléaire* » (10). Jaswant Singh déclare que le TNP et le TICE favorisent un « apartheid nucléaire » (11), au cœur duquel, aux yeux de New Delhi, se trouvent les États-Unis. Cet ordre va à l'encontre de l'exigence indienne d'une reconnaissance internationale de son statut de puissance régionale à vocation mondiale et de ses impératifs sécuritaires. Cette exigence est d'autant plus forte que l'Inde a les yeux rivés sur la montée en puissance chinoise et souhaite obtenir une parité de statut avec la Chine et assurer sa sécurité à l'égard de cette dernière.

Les 11 et 13 mai 1998, l'Inde effectue des essais nucléaires. Dans une lettre adressée le 13 mai 1998 au président Clinton, le Premier ministre indien, A.B. Vajpayee demande la compréhension des États-Unis à l'égard des impératifs sécuritaires indiens. Bien qu'il ne la nomme pas directement, la menace chinoise est clairement l'argument central utilisé (12). Washington semble tout d'abord ne pas tenir compte des arguments indiens et maintient le cap à la fois de sa politique chinoise de « *comprehensive engagement* » (13) et de celle de non-prolifération. En premier lieu, Washington impose très rapidement des sanctions à l'Inde. Puis, peu avant sa visite en Chine en juin 1998, Clinton affirme la position suivante : « *résoudre [la question de la nucléarisation de l'Asie du Sud] exige que nous coopérons avec la Chine* » (14). Pékin est ainsi placée comme un acteur-clef, avec les États-Unis, dans la résolution du problème sud-asiatique. Cette position est encore réaffirmée dans le *Joint Presidential Statement on South Asia* du 27 juin 1998 entre Jiang Zemin et William J. Clinton. Pour New Delhi, ce

(10) K. SUBRAHMANYAM, cité par Strobe TALBOTT, « Dealing with the bomb in South Asia », *Foreign Affairs*, vol. LXXVIII, n° 2, mars-avr. 1999, p. 116.

(11) Jaswant SINGH, « Against nuclear apartheid », *Foreign Affairs*, vol. LXXVII, n° 5, sept.-oct. 1998, pp. 41-52.

(12) Atal Bihari VAJPAYEE, « India's letter to Clinton on the nuclear testings », publiée dans *The New York Times*, 13 mai 1998.

(13) « A national security strategy of engagement and enlargement », *op. cit.*

(14) William J. CLINTON, « Expanding cooperation, dealing directly with differences », *Remarks by the President on US-China relations in the 21st century*, National Geographic Society, Washington, 11 juin 1998.

communiqué souligne non seulement l'apparent échec de l'argument de la menace chinoise, mais vient confirmer ce qui paraît être à ses yeux une dangereuse proximité sino-américaine face aux problèmes du sous-continent. La vive opposition de New Delhi à l'encontre du Communiqué conjoint sino-américain traduit l'existence d'une réalité qu'on ne peut plus ignorer de part et d'autre : l'influence réciproque des relations sino-indo-américaines.

Reviement de la politique indienne de Washington (1998-2000)

Paradoxalement, malgré les premières réactions sévères de l'administration Clinton, il s'avère que la nucléarisation de l'Inde constitue au fil des mois suivants un facteur de rapprochement entre Washington et New Delhi. L'exécutif américain obtient auprès du Congrès que les premières sanctions soient levées dès le 14 juillet 1998. En juin 1998 commence le dialogue Talbott-Singh entre Strobe Talbott, Secrétaire d'Etat adjoint, et Jaswant Singh, futur ministre des Affaires étrangères. Ce dialogue, constitué de quatorze rencontres entre juin 1998 et septembre 2000, marque un tournant décisif des relations indo-américaines. La nucléarisation de l'Inde évacue un écueil majeur, puisque l'enjeu n'est plus d'empêcher l'Inde de devenir nucléaire; les deux pays peuvent ainsi entamer pour la première fois un véritable dialogue politique et stratégique. Ce dernier est déjà, en lui-même, une victoire politique pour l'Inde. A Washington, il fournit l'opportunité d'avancer dans l'atteinte de l'objectif apparu dès 1997 : établir avec l'Inde une relation politique et stratégique solide. Dès le mois de mai 1999, Karl Inderfuth déclare devant le Sénat américain : «*ainsi que l'a déclaré le président Clinton, nous voulons une nouvelle relation indo-américaine pour le XXI^e siècle*» (15).

Le premier signe marquant du changement de la position américaine à l'égard de l'Inde se révèle lors de la crise de Kargil en 1999, durant laquelle New Delhi bénéficie du soutien diplomatique des Etats-Unis : l'Inde constate à la fois que Washington peut ne pas soutenir le Pakistan et l'utilité de son soutien. Washington se déclare également en faveur d'une résolution bilatérale du conflit, s'alignant ainsi sur la position indienne et non pakistanaise. Le voyage de Clinton en Inde en mars 2000, suivi par celui de A.B. Vajpayee aux Etats-Unis en septembre 2000, est une victoire diplomatique pour l'Inde : il marque une étape majeure dans le rapprochement indo-américain. Le ton a bien changé depuis mai 1998 : l'Inde et les Etats-Unis sont qualifiés «*d'alliés naturels*» (16) et Washington affirme le rôle de New Delhi dans la stabilité du sous-continent indien – donc son rang de «*puissance régionale et mondiale responsable*» (17).

(15) Karl F. INDERFUTH, Assistant Secretary of State for South Asian Affairs, «Statement before the subcommittee on Near East and South Asia», Senate Foreign Relations Committee, Washington, 25 mai 1999.

(16) Remarks by the President Clinton to the Joint Session of Indian Parliament, New Delhi, 22 mars 2000.

(17) *Idem.*

Les impératifs de non-prolifération n'ont cependant pas pour autant disparu de la politique indienne des Etats-Unis, pour lesquels ils restent une entrave. Ainsi, en avril 2000, Thomas Pickering, sous-Secrétaire d'Etat aux Affaires politiques, souligne que, tant que le problème de la prolifération n'aura pas trouvé une issue, le potentiel des relations indo-américaines ne pourrait pas s'épanouir, notamment dans le domaine de la coopération militaire (18). Cependant, le voyage en Inde de Clinton n'est pas le résultat d'une entente trouvée sur ces questions, puisque, finalement, New Delhi n'a effectué aucune des concessions que demandait Washington concernant son programme nucléaire – les cinq *benchmarks* posées par Washington lors de l'ouverture du dialogue. C'est déjà souligner que, aux yeux des Etats-Unis, obtempérer sur les questions de non-prolifération n'est plus une condition *sine qua non* pour une amélioration des relations bilatérales. Ainsi, la seconde Administration Clinton a déjà commencé à rendre la question de la non-prolifération plus subalterne. Washington a montré à l'Inde qu'elle n'était plus regardée de manière égale avec le Pakistan, que ses ambitions pouvaient trouver un écho favorable à Washington, que ses craintes sécuritaires étaient entendues, voire justifiées, notamment sa principale source d'inquiétude sécuritaire, la Chine. Il apparaît également que Washington se penche avec plus d'attention, au cours du dialogue Talbott-Singh sur les avantages stratégiques et politiques d'une entente avec l'Inde, notamment vis-à-vis de la Chine, et sur l'influence des relations sino-américaines sur les relations indo-américaines.

Au cours de ce dialogue, la Chine et sa montée en puissance semblent être une convergence d'intérêt entre New Delhi et Washington. En effet, dès 1991, George H. Bush affirmait qu'il fallait prévenir «*l'ascension d'une puissance ou d'une coalition hégémonique*» (19) en Asie dans le but de préserver les intérêts américains. L'Inde, puissance nucléaire, apparaît dès lors comme l'un des moyens qu'il est possible de mettre en œuvre pour parvenir à cet objectif : une Inde forte, dont les relations avec la Chine sont limitées par des contentieux, géographiquement située entre Asie du Sud-Est et Asie du Sud-Ouest, au cœur de l'océan Indien, apparaît comme un atout pour la politique asiatique, notamment chinoise, de Washington. Ainsi, un autre résultat important du dialogue est la prise en compte de la crainte indienne à l'égard de la Chine : elle ne peut que faire écho aux craintes américaines d'une déstabilisation des équilibres asiatiques, voire, pour les plus pessimistes, d'une menace chinoise, et apparaître comme une option intéressante dans la politique de Washington.

(18) Thomas R. PICKERING, Under Secretary of State for Political Affairs, «Remarks at the Foreign Policy Institute, South Asia Program, Paul H. Nitze School of Advanced International Studies», The John Hopkins University, Washington, 27 avr. 2000.

(19) Presidential Report to Congress prepared by the Office of Assistant Secretary of Defense for International Security Affairs, East Asia and Pacific Region, «A strategic framework for the Asia Pacific rim : report to Congress, Looking toward the 21st century», Washington, avr. 1990, p. 5.

Cependant, la prise en compte de la Chine est à double sens. Sur fond de mise à mal de l'idée de construction d'un partenariat stratégique sino-américain, notamment sous les coups des différents événements qui ont ponctué cette relation durant les dernières années de l'Administration Clinton, il paraît important, aux yeux de Washington, de ne pas pousser trop avant la relation indo-américaine, particulièrement dans le domaine stratégique : en effet, les enjeux des relations entre la Chine et les Etats-Unis restent incomparablement plus importants que ceux de la relation indo-américaine et l'Administration Clinton demeure, comme le lui reprochera son successeur, « *sino-centrée* » (20). La nécessité de prendre en compte l'importance de la Chine et la politique choisie pour y faire face ne permet pas à Washington de poser trop loin ni de manière trop évidente les pièces du jeu triangulaire. Cependant, et c'est là un point majeur dans cette relation triangulaire, Washington a non seulement renoncé à coopérer avec la Chine dans sa politique à l'égard de l'Inde, prenant acte de l'impact négatif d'un tel positionnement sur les relations indo-américaines, mais mesure les avantages potentiels qu'il peut tirer des relations sino-indiennes.

La Chine face à l'Inde nucléaire et à la nouvelle dynamique indo-américaine

La réaction chinoise aux essais indiens a été vive, principalement en raison de l'argument indien de la menace chinoise, qualifié de « *prétexte et d'excuse* » (21) par les autorités chinoises. Pékin favorise une condamnation sévère de l'Inde par le biais des Nations Unies, en s'appuyant sur l'argument de la non-prolifération. C'est avant tout sur ce prétexte de la menace chinoise que Pékin demande à l'Inde de revenir avant toute reprise du dialogue sino-indien, interrompu après les essais. Cependant, l'Inde et la Chine semblent très rapidement admettre qu'il serait davantage dans leur intérêt de reprendre le dialogue et d'apaiser les tensions. Dès la fin de l'année 1998, les contacts sont rétablis entre ministères indien et chinois des Affaires étrangères, sur l'initiative de l'Inde, à laquelle Pékin répond favorablement. La visite en Chine de Jaswant Singh en juin 1999 confirme la reprise du processus de rapprochement sino-indien, qui se poursuit à un rythme plus soutenu et qualitativement différent qu'avant Pokhran II, toujours sur fond de rhétorique incluant les cinq principes de coexistence pacifique, les intérêts communs dans la promotion d'un monde multipolaire et le soutien au multilatéralisme.

Pékin s'avère donc plus soucieux de reprendre le dialogue avec New Delhi que d'isoler l'Inde et, surtout, que d'être la seule à maintenir cet isolement.

(20) Robert M. HATHAWAY/Wilson LEE (dir.), *George W. Bush and Asia: a Midterm Assessment*, Woodrow Wilson International Center for Scholars, Washington, 2003, p. 3.

(21) Li ZHAOXING, ambassadeur de Chine aux Etats-Unis, *Online Newshour*, 15 juin 1998, sur le site Internet www.pbs.org/newshour/bb/asia/jan-june98/li_6-15.html.

En effet, à partir de mai 1998, l'Inde ne peut plus être aux yeux de Pékin la puissance de second rang qu'il suffisait de cantonner à un rôle uniquement sud-asiatique, en agitant notamment, devant Washington, l'argument de la non-prolifération nucléaire, en la maintenant dans le bourbier des relations indo-pakistanaïses, en appuyant le Pakistan tout en y appliquant sa politique plus générale de bon voisinage. L'Inde est tout d'abord un Etat nucléaire et dispose de ce fait d'une «*arme égalisatrice*». En outre – et l'influence de ce facteur est majeure –, la réaction américaine aux essais indiens oblige la Chine à revoir sa politique indienne afin de limiter l'impact potentiellement négatif d'un rapprochement indo-américain. Des relations tendues entre Pékin et New Delhi n'auraient eu pour conséquence que de rapprocher cette dernière de Washington et d'entraver la politique sud-asiatique de la Chine. Du côté indien, la volonté d'améliorer les relations avec la Chine peut s'appuyer sur ces nouveaux moyens de persuasion que sont le nucléaire et le nouvel aspect des relations indo-américaines.

EVOLUTION DE LA TRIANGULAIRE
SOUS LES DEUX ADMINISTRATIONS BUSH (2001-2006)

L'Inde, la «grande idée» de George W. Bush

A George W. Bush est officiellement attribuée cette «*grande idée*» (22) d'une relation privilégiée avec l'Inde. En 2001, l'Administration Bush entend mettre à profit l'héritage légué par la politique indienne de Clinton second mandat. La nomination de Robert Blackwill au poste d'ambassadeur à New Delhi est un indicateur de l'importance qu'accorde Washington à l'Inde : Blackwill est en effet «*un proche du Président et de sa Conseillère à la Sécurité nationale, Condoleezza Rice*» (23); il est conseillé par Ashley Tellis, spécialiste de l'Inde et de la Chine, co-auteur d'un ouvrage sur les Etats-Unis et la Chine en 1999, où l'Inde est mentionnée comme un «*partenaire potentiel de sécurité*» (24), et d'un autre sur la grande stratégie chinoise en 2000.

Dès avril 2001, Jaswant Singh se rend à Washington, où il rencontre G.W. Bush, Condoleezza Rice, le Secrétaire d'Etat Colin Powell, le Secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld. Visite qui, selon les termes de Colin Powell, «*est révélatrice de l'importance que nous attachons à notre relation*

(22) Robert D. BLACKWILL, «The Future of US-India Relations», Remarks to the Indo-American Chamber of Commerce and Indo-American Society, Mumbai, India, 6 septembre 2001.

(23) Christine B. ROCCA, Assistant Secretary of State for South Asian Affairs, discours à l'Indian American Friendship Council, le 18 juillet 2001, cités dans Ravi TOMAR, Foreign Affairs, Defence and Trade Group, Parliament of Australia, Information and Research services, *Research Paper* n° 20 2001-02, 25 juin 2002, p. 10.

(24) Zalmay KHALILZAD, Abram N. SHULSKY, Daniel BYMAN, Roger CLIFF, David T. ORLETSKY, David A. SHLAPAK, Ashley J. TELLIS, *The United States and A Rising China : Strategic and Military Implications*, RAND, 1999, p. 70.

avec l'Inde» (25). Signe majeur de l'entente indo-américaine, lorsque George W. Bush annonce le projet de Nuclear Missile Defense (NMD), le 1^{er} mai 2001, l'Inde s'empresse de répondre favorablement. Lorsque le Secrétaire d'Etat adjoint Richard Armitage effectue une tournée asiatique en mai 2001 – qui n'inclut pas la Chine – dans le but d'exposer ce projet aux «*alliés et amis*» (26) des Etats-Unis, il se rend à New Delhi, où il affirme notamment la volonté de Washington d'initier une nouvelle relation entre les deux Etats. L'Inde est ainsi, pour la première fois, consultée sur une question importante de la politique étrangère américaine. En juillet 2001, la visite en Inde du général Henry Shelton, chef d'état-major interarmées, marque la restauration des relations militaires indo-américaines, suspendues depuis mai 1998. En somme, dès les premiers mois de la première administration Bush, l'Inde figure à une place qu'elle n'avait certes jamais eue auparavant dans la politique étrangère américaine, mais que l'administration Bush ne peut lui donner que parce que le processus de rapprochement a été initié sous la deuxième administration Clinton. La «*grande idée*» de Bush présente donc de forts éléments de continuité avec celle de la seconde administration Clinton. Les objectifs politiques et stratégiques à long terme de la politique indienne de Bush restent les mêmes que ceux qui ont motivé la politique indienne sous Clinton, bien que renforcés sur le plan militaire. Il s'agit notamment d'établir un contrepoids face à la Chine et d'assurer un contrôle de la région hautement stratégique qu'est l'océan Indien, où, de plus, la Chine effectue depuis les années 1990 une incontestable poussée d'influence.

Le 11 septembre 2001 permet d'accélérer ce processus. En effet, sur fond de guerre contre le terrorisme, certaines politiques ont pu être plus aisément mises en place. En ce qui concerne l'Inde, durant la période antérieure au 11 septembre, l'Administration Bush devait «*trouver un nouveau cadre et une nouvelle manière de contourner nos préoccupations nucléaires et de se débarrasser de ces sanctions qui sont uniquement un obstacle à un engagement total entre les deux nations*» (27), objectif qui rencontre, comme sous l'Administration Clinton, de nombreux obstacles sur le plan intérieur. Le 11 septembre tombe ainsi à point nommé : les sanctions qui demeuraient à l'égard du Pakistan et de l'Inde sont immédiatement levées et, dans ce contexte, l'Administration Bush a progressivement poussé plus loin sa politique indienne (signature du Next Step for Strategic Partnership (NSSP) en janvier 2004, accord de défense indo-américain du 28 juin 2005, Joint Statement du 18 juillet 2005, US-India Civil Nuclear Cooperation Initiative du 2 mars 2006). On a ainsi tenté d'évacuer la contrainte de la question de la

(25) Colin POWELL, Secretary of State, «*Press conference following his meeting with India Foreign Minister Jaswant Singh*», 6 avril 2001.

(26) Sridhar KRISHNASWAMI, «*U.S. seeks to reassure allies on NMD*», *The Hindu*, 4 mai 2001.

(27) Propos de Christine B. ROCCA, Assistant Secretary of State for South Asian Affairs, cités Sridhar KRISHNASWAMI, «*Time sanctions were lifted : Rocca*», *The Hindu*, 19 mai 2001.

non-prolifération dans les relations indo-américaines pour établir un solide partenariat stratégique. C'est sur ce dernier point que George W. Bush se démarque nettement de son prédécesseur. «*L'opportunité stratégique*» (28) que constitue New Delhi pour Washington pourrait ainsi être pleinement saisie : l'Inde est pour la première fois mentionnée dans la *Quadriennial Defense Review* de 2006, où elle est présentée comme un «*partenaire stratégique clef*» (29). En outre, suite à la transformation du Bureau des affaires de l'Asie du Sud du Département d'Etat en Bureau des affaires de l'Asie du Sud et de l'Asie centrale en février 2006, l'Inde, de par son importance et ses liens avec Washington, pourrait également renforcer le projet de Washington de «*greater Central Asia*», qui empiète sur la politique sino-russe en Asie centrale développée dans le cadre de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS). La Chine ne peut qu'être inquiète pour sa sécurité des modifications qui touchent ses flancs, au sud et à l'ouest, où la présence et l'influence américaines se sont renforcées, ainsi qu'à l'est.

La Chine, «concurrent stratégique» de Washington

La nouvelle détermination de George W. Bush à renforcer ses liens avec l'Inde est également à mettre en parallèle avec la modification de la politique chinoise de l'Administration Bush : la Chine n'est plus la «*puissance du statu quo*», mais le «*concurrent stratégique*» (30) des Etats-Unis. En effet, ces derniers sont plus sceptiques à la fois à l'égard des intentions chinoises et des vertus de la politique d'engagement pour s'assurer que l'émergence de la Chine ne se fera pas aux dépens des intérêts américains. Les Etats-Unis se donnent comme objectif de contrecarrer ce qu'ils perçoivent comme la volonté chinoise d'imposer son influence régionale : « *parmi les intérêts nationaux durables des Etats-Unis, se trouve la nécessité de prévenir la domination hostile de zones critiques incluant le littoral de l'Asie de l'Est, et s'étirant du sud du Japon jusqu'à la baie du Bengale en passant par l'Australie. [...] Dans cette zone, maintenir un équilibre stable pourrait constituer un important défi [...] car la possibilité existe qu'un concurrent militaire disposant de ressources considérables [la Chine] n'émerge dans la région* » (31).

Le défi que constitue la Chine pour les Etats-Unis est ancien, mais c'est la réponse à ce défi que Bush entend modifier en optant pour une politique qui, sans être de l'endiguement, est plus dure. Sa politique asiatique consiste notamment à renforcer les alliances existantes et à créer de nouveaux points de soutien à l'influence américaine. Par le biais de la relation avec l'Inde, la politique chinoise de Washington peut aussi atteindre les marchés sud-asiatiques de la Chine.

(28) Robert D. BLACKWILL, «The future of US-India relations», *op. cit.*

(29) Department of Defense, *Quadriennial Defense Review Report*, Washington, 6 fév. 2006, p. 28.

(30) Condoleezza RICE, *op. cit.*, p. 56.

(31) Department of Defense, *Quadriennial Defense Review*, Washington, 30 sept. 2001, p. 4.

Cependant, les attentats du 11 septembre contraignent les Etats-Unis à mettre en sourdine les contentieux avec la Chine. Pour Pékin, le 11 septembre présente donc l'avantage de le sortir un temps de la ligne de mire des Etats-Unis. Cette amélioration s'est ensuite poursuivie, rythmée par les nombreuses rencontres entre dirigeants des deux pays. En août 2005 est instauré entre la Chine et les Etats-Unis, respectivement représentés par le vice-ministre des Affaires étrangères Dai Bingguo et le Secrétaire d'Etat adjoint Robert Zoellick, ce que les Chinois appellent officiellement un dialogue stratégique et les Américains le US-China Senior Dialogue. En outre, la Chine est reconnue comme un «*stakeholder*» (32), étant certes appelé à être «*responsable*». En mars 2005, Condoleezza Rice, dans une tournée asiatique qui n'oublie pas d'inclure l'Inde, se rend quelques heures en Chine; George W. Bush s'y rend en novembre 2005; en avril 2006, Hu Jintao effectue une visite aux Etats-Unis qui, comme celle de Bush, n'offre que des résultats peu concluants.

Du côté militaire, Donald Rumsfeld se rend en Chine en octobre 2005, première visite d'un Secrétaire à la Défense depuis celle de William Cohen en juillet 2000. Cette visite, ainsi que les autres qui ont suivies, notamment celle de Guo Boxiong, vice-président de la Commission des affaires militaires, en juillet 2006, confirment la relance prudente des relations militaires bilatérales. Au début de son premier mandat, dans le cadre d'une perception de la Chine comme un «*concurrent stratégique*», l'Administration Bush n'était pas favorable à la reprise des relations militaires avec la Chine : ces dernières devaient être «*sélectives et s'effectuer au cas par cas*» (33), ce qui tranchait avec la diplomatie militaire sino-américaine des années Clinton. Cette activité montre que les deux pays reconnaissent l'importance centrale de leur relation et la nécessité d'un dialogue politique et stratégique afin d'éviter toute mauvaise interprétation des objectifs de l'autre Etat et de tâcher de résoudre des questions bilatérales et internationales qui nécessitent discussions et coopération, mais elles ne cachent pas la profonde rivalité sous-jacente.

En effet, dès le début du second mandat de Bush en janvier 2005, alors que s'estompent les bouleversements consécutifs au 11 septembre 2001, revient sur le devant de la scène la question de savoir «*comment la Chine utilisera son influence*» (34)? De nouveau abondent les déclarations sur le développement de la puissance militaire chinoise, la question de Taiwan, la prolifération des armes de destruction massive, le Tibet, les contentieux commerciaux, les droits de l'homme, en somme, toutes les questions traditionnellement sensibles des relations sino-américaines, auxquelles est venue s'ajouter celle du projet NMD. Le discours de Rumsfeld à Singapour le

(32) Robert B. ZOELLICK, Deputy Secretary of State, «Whither China: from membership to responsibility?», *Remarks to National Committee on US-China Relations*, New York, 21 sept. 2005.

(33) Paul Wolfowitz, Deputy Secretary of Defense, to Honorable Carl Levin, Chairman, Committee on Armed Service, US Senate, to Honorable Bob Stump, Chairman, Committee on Armed Services, US House of Representatives, Washington, 8 juin 2001.

(34) Robert B. ZOELLICK, «Whither China: from membership to responsibility?», *op. cit.*

4 juin 2005, où il qualifie le développement de la puissance militaire chinoise de menace pour l'Asie, en est une illustration. Bien que sur un ton plus nuancé, Rumsfeld a néanmoins réaffirmé à Pékin, en octobre 2005, les inquiétudes américaines à l'égard du développement militaire de la Chine. Le bruit entourant la publication annuelle du Pentagone concernant la puissance militaire chinoise se fait de nouveau plus fort, accompagné de vives protestations chinoises. Robert Zoellick a également insisté sur cette «*ardente anxiété*» (35) générée par la montée en puissance chinoise et appelé la Chine à plus de transparence dans le domaine militaire. La Chine est nommément citée par Condoleezza Rice comme l'une des raisons de la relation stratégique indo-américaine : elles font toutes deux parties, avec d'autres Etats asiatiques, du «*contexte stratégique*» (36) qui, d'après les Etats-Unis, permettra que la Chine joue un «*rôle positif*» (37) sur la scène internationale. Enfin, dans la *Quadriennial Defense Review* de 2006, la Chine est présentée comme le pays disposant du «*plus important potentiel pour rivaliser avec les Etats-Unis sur le plan militaire*» (38).

Ainsi, les étapes franchies dans le cadre des relations indo-américaines peuvent être partiellement comprises à la lumière des relations sino-américaines et de la politique chinoise de Washington. Cette dernière peut être qualifiée de stratégie de *hedging* (39), qui combine une politique d'engagement et de «*balancing – of power*». Cette conception de la politique chinoise de Washington est notamment explicitée en août 2006 par un spécialiste de la Chine, aujourd'hui sous-Secrétaire adjoint aux affaires de l'Asie de l'Est et du Pacifique, Thomas Christensen (40).

Pékin et New Delhi sur fond de rapprochement indo-américain

La Chine et l'Inde ont poursuivi leur prudente politique de rapprochement. En juin 2003, lors de la visite de A.B. Vajpayee en Chine, les deux Etats ont établi un Partenariat constructif et coopératif. Concernant le contentieux frontalier, quelques concessions ont été effectuées de part et d'autres, notamment la reconnaissance, par la Chine, de l'appartenance du Sikkim à l'Inde et la réaffirmation de New Delhi de l'appartenance du Tibet à la Chine. Un système de rencontres entre Représentants spéciaux a également été mis en place, augmentant la portée politique des négociations frontalières. Depuis l'accord de juin 2003, huit rencontres ont eu lieu entre

(35) *Idem.*

(36) Condoleezza RICE, *Remarks at Sophia University*, Tokyo, 19 mars 2005.

(37) *Idem.*

(38) *Quadriennial Defense Review 2006, op. cit.*, p. 29.

(39) «*Hedging*» peut se traduire littéralement par «constituer une haie» – ici, de protection : il s'agirait de poursuivre une politique d'engagement, de coopération, avec la Chine, tout en créant un environnement politique et stratégique qui permettrait, le cas échéant, de protéger les intérêts américains face à une montée en puissance chinoise jugée potentiellement dangereuse.

(40) Thomas J. CHRISTENSEN, Deputy Assistant Secretary for East Asian and Pacific Affairs, *Remarks Before the US-China Economic and Security Review Commission*, Washington, 3 août 2006.

les Représentants spéciaux : c'est dire le poids de cette question dans les relations bilatérales et son bel avenir avant de trouver une solution. En 2003, il est cependant admis qu'elle ne doit pas constituer une entrave au développement général des relations sino-indiennes, thème important que reprend l'*Agreement on the Political Parameters and Guiding Principles for the Settlement on the India-China Boundary Question*, conclu lors de la visite en Inde du Premier ministre Wen Jiabao en avril 2005. Ce dernier accord est le premier à poser les grands principes politiques dans le cadre desquels se situera l'accord frontalier... à venir.

Il est de fait que, bien que la question frontalière reste non résolue, les relations se sont développées. En janvier 2005 est initié un dialogue stratégique entre les deux pays, représentés respectivement par Shyam Saran, alors Secrétaire aux Affaires étrangères, et Wu Dawei, vice-ministre des Affaires étrangères. En mai 2006, lors de la visite en Chine du ministre de la Défense Pranab Mukherjee, a été signé avec son homologue chinois, Cao Gangchuan, le premier Memorandum of Understanding (MOU) entre les ministères de la Défense des deux pays : ce document, qui vise à institutionnaliser et à élargir les relations militaires bilatérales, vient renforcer la volonté commune d'avoir et de montrer des relations positives dans tous les domaines, y compris militaire. Ce pas, même modeste, est non négligeable, les relations militaires dépendant étroitement des avancées politiques. La nouvelle ampleur – certes relative – des relations sino-indiennes montre que la Chine considère l'Inde comme une grande puissance et adapte sa politique indienne en conséquence : il ne s'agit plus uniquement de stabilisation des frontières et de développement des échanges économiques, mais il est question d'atteindre des domaines de discussion, voire de coopération, plus vastes, notamment en matière stratégique et politique. La récente visite du Président Hu Jintao en Inde au mois de novembre 2006, la première d'un Président chinois depuis celle de Jiang Zemin en 1996, s'inscrit dans une même dynamique de rapprochement. L'asymétrie des perceptions que les deux Etats ont l'un de l'autre, bien qu'elle demeure, est moins grande qu'elle ne l'était il y a peu de temps encore.

L'évolution des relations indo-américaines a fortement participé à l'accentuation de l'importance de New Delhi dans la politique chinoise. La relation indo-américaine est suivie avec suspicion par Pékin, qui y voit une tentative américaine d'encerclement, selon la rhétorique chinoise. Concernant l'accord nucléaire indo-américain, le ton est prudent en Chine. Les critiques portent essentiellement sur le péril qu'encourt le régime international de non-prolifération et sur la possibilité qu'aurait l'Inde d'utiliser le nucléaire civil à des fins militaires (41). Lorsque le rôle de l'Inde comme contrepoids à la Chine est mentionné, le discours présente une certaine

(41) Zhao QINGHAI, «La coopération nucléaire indo-américaine et son influence», *Guoji wenti yanjiu*, n° 4, 2006, p. 28.

réalité : si calcul par rapport à la Chine il y a assurément, c'est le fait de Washington et non de l'Inde, cette dernière étant présentée comme favorable à l'établissement d'un monde multipolaire. Shyam Saran, l'un des architectes de l'accord nucléaire indo-américain, déclarait en janvier 2006, à Shanghai, que les deux Etats étaient «*trop importants pour se contenir l'un l'autre ou pour être contenus par quelque pays que ce soit*» (42). L'Inde tient donc, officiellement, le même discours que Pékin. En effet, la Chine affirme que l'Inde ne fera pas partie d'une alliance américaine dirigée contre elle et présente notamment comme arguments l'énorme potentiel économique entre les deux pays, soulignant que le XXI^e siècle sera celui de l'Asie, au cœur de laquelle la Chine et l'Inde, unies, parfois concurrentes, mais non rivales, menant toutes deux des politiques indépendantes, ayant des civilisations «*plusieurs fois millénaires*», tiennent un rôle central.

La politique indienne de Pékin s'inscrit également dans les efforts effectués par la Chine pour répondre aux craintes que suscite sa montée en puissance et pour accroître son influence. Depuis la fin de la Guerre froide, la Chine n'a cessé de réaffirmer les cinq principes de coexistence pacifique, la nécessité de construire un monde multipolaire et de favoriser le multilatéralisme. Pour définir sa politique internationale, Pékin s'appuie également, depuis 1997, sur le Nouveau Concept de sécurité incluant les cinq principes de coexistence pacifique, un monde multipolaire, des mécanismes de sécurité collective, la mise en place de partenariats stratégiques. Le concept chinois, apparu en 2003, d'émergence pacifique vise également à répondre à celui de la menace chinoise : Hu Jintao, en septembre 2005, déclare que la Chine travaille à la «*construction d'un monde harmonieux*» (43), thème repris dans le *Livre blanc sur le développement pacifique de la Chine* publié en décembre 2005. Par cette offensive, la Chine entend convaincre qu'elle n'est pas une puissance révisionniste à visées expansionnistes, tout en accroissant son influence. Or, des relations tendues avec l'Inde risqueraient de compromettre ce grand thème de la politique extérieure chinoise et ses acquis majeurs.

Cependant, bien que Pékin reconnaisse et salue, dans les discours officiels, le rôle mondial de l'Inde, elle n'accepte pas pour autant que New Delhi devienne membre permanent du Conseil de sécurité. En cela, la position de Washington ne diffère pas de celle de Pékin. En outre, si la Chine entend se rapprocher de l'Inde. Elle continue d'user de sa relation avec le Pakistan comme outil de pression sur New Delhi et comme contrepoids à l'Inde – la Chine reste l'alliée du Pakistan : les deux pays ont encore resserré leurs liens militaires et politiques lors de la visite en Chine du président Mousharraf

(42) Shyam SARAN, Foreign Secretary, propos cités par Mickael VATIKIOTIS, «India and China : a delicate dance», *International Herald Tribune*, 23 janv. 2006.

(43) Hu JINTAO, «Build toward a harmonious world of lasting peace and common prosperity», *Statement by H.E. Hu Jintao, President of the People's Republic of China at the United Nations Summit*, 15 sept. 2005.

en février 2006 et la visite de Hu Jintao en Inde en novembre 2006 a été suivie d'une visite, plus longue, au Pakistan. La relation avec Islamabad demeure un outil puissant dans les mains de Pékin face à New Delhi.

De son côté, l'Inde entend bien profiter des moyens de pression sur Pékin que lui offre sa relation avec Washington pour développer les relations sino-indiennes. En effet, bien que bénéficiant de relations politiques et stratégiques privilégiées avec les Etats-Unis, il lui serait néanmoins nuisible d'avoir avec la Chine une relation conflictuelle, d'autant plus que priorité est donnée au développement économique. L'Inde tient manifestement, de manière pragmatique, à se ménager des marges de manœuvre diplomatiques, tout en restant cependant nettement proche des Etats-Unis. Ainsi, améliorer sa relation avec la Chine peut notamment présenter l'avantage d'obtenir plus de concessions de la part de Washington. Cependant, les avancées concrètes et la rhétorique bilatérale volontairement positive entre l'Inde et la Chine maquillent des divergences, une méfiance et une rivalité qui restent encore profondes et limitent leur engagement réciproque.

* *
*

Finalement, la question qui se pose est la suivante : quel pays, de la Chine ou des Etats-Unis, aura la plus grande influence en Asie ? Les deux Etats ou est-ce que cela sera un jeu à somme nulle ? Quelle place obtiendra l'Inde dans cette redéfinition des forces en Asie ? Ni l'histoire ni des constructions théoriques ne peuvent prédire l'avenir. Cependant, nous pouvons déjà constater, au regard des années post-Guerre froide, que le contraste est immense entre une Inde considérée par les Etats-Unis comme un « *pion insignifiant* » (44) et comme une puissance de second rang à maintenir comme telle par Pékin avant les essais de mai 1998 et une Inde qui bénéficie d'une attention de plus en plus soutenue de la part de Pékin et dont le rôle est qualifié par Washington de « *vital* » (45) pour la stabilité mondiale. L'influence de ce qui se passe entre deux des trois Etats a un impact de plus en fort sur les relations entre les deux autres et/ou les intérêts et, donc, la politique du troisième. Si, au début de la période, ce qui concernait la relation sino-indienne n'avait que peu d'importance aux yeux des décideurs américains et si, pour Pékin, de même, ne se posait que très légèrement la question de la relation indo-américaine, à la fin de la période étudiée et sans doute pour un long moment à venir, le calcul s'opère très largement à Washington, comme à Pékin et à New Delhi.

(44) Stephen P. COHEN, *India : Emerging Power*, The Brookings Institution Press, Washington, p. 19 de la préface à l'édition de poche de septembre 2002.

(45) Richard BOUCHER, Assistant Secretary of State for South Asia and Central Asia Affairs, cité in « India has vital role in international stability », *Rediff. Com*, New Delhi, 7 avr. 2006.

L'influence est cependant inégale. C'est en grande partie la relation sino-américaine qui est déterminante pour l'évolution de la triangulaire (46) et, plus largement, des équilibres asiatiques. Comme le souligne Robert Zoellick, «*la Chine est bien sûr largement reconnue comme un pays en voie d'émergence, mais je pense qu'il est également important de reconnaître que les Etats-Unis, bien qu'ils soient la plus grande puissance mondiale, ne sont pas une puissance du statu quo. Nous sommes également une puissance qui favorise des changements dans le système international*» (47). L'Inde est elle aussi une puissance émergente qui cherche à modifier le *statu quo* en sa faveur. Et ces trois Etats poursuivent activement leur développement militaire. Il s'agit d'un processus tectonique qui, étant donné l'importance tant démographique, culturelle, économique, politique et militaire, même très inégale, de ces trois Etats et de l'Asie, est l'un des plus importants du système international post-Guerre froide.

(46) L'asymétrie des relations entre l'Inde, la Chine et les Etats-Unis a été soulignée par John W. GARVER, «The China-India-US triangle: strategic relations in the post-Cold War era», *NBR Analysis*, vol. XIII, n° 5, oct. 2002, 56 p.

(47) Robert ZOELLICK, *Remarks and Q&A at the Institute for International Economics*, Washington, 17 avr. 2006.